



CTSD en visio-conférence du 9 avril

Madame l'Inspectrice d'Académie,  
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

C'est dans un contexte très particulier que se déroule ce CTSD, en vacances et en pleine crise sanitaire. Le coronavirus a déjà tué plus de 7000 personnes rien qu'en France. Bien que nous reconnaissons cet état de crise, l'UNSA Education s'étonne que le gouvernement ait fait courir l'état d'urgence sanitaire jusqu'en décembre. Le signal est pessimiste quant à l'issue de la crise. Une période plus courte, reconductible si besoin, aurait envoyé un signal plus optimiste.

L'UNSA Education regrette que malgré la demande des organisations syndicales, le CTSD n'ait pu être reporté après le confinement. Le dialogue est beaucoup plus difficile en visio-conférence et ne permet des échanges aussi fluides et interactifs qu'en présentiel. Le Groupe de travail préliminaire qui se tenait chaque année a dû être déplacé pour ne finalement jamais voir le jour. La situation des écoles est particulière, les familles ont d'autres préoccupations que les inscriptions pour l'an prochain, les projets professionnels impliquant des mouvements de familles et donc d'élèves sont au point mort... Bref, la situation ne nous paraît pas propice à discuter sereinement de la rentrée prochaine, alors même que certain.e.s de nos collègues sont peut-être touché.e.s ou endeuillé.e.s par cette maladie.

D'autant que la carte scolaire donne matière à discussions.

- Avant l'annonce surprise de notre ministre de ne fermer des classes dans les communes de moins de 5000 habitants qu'avec l'accord des maires, les cartes scolaires avaient le mérite de préserver, dans les grandes lignes, une équité entre écoles. Aujourd'hui, est-ce encore possible ? Comment garantir cette équité quand certaines écoles peuvent profiter momentanément de cette nouvelle règle ? Pour rétablir cet équilibre républicain, il faudrait donc que les autres écoles à effectif et situation comparables aient les mêmes moyens, c'est ce que l'UNSA Education s'emploiera à vous demander systématiquement.

- L'ensemble des absences n'a pu être remplacé, et pourtant vous prévoyez la suppression de plusieurs BD. Le Nord Aveyron subit déjà son isolement et le RASED risque d'être encore réduit. Pour une école d'un quartier défavorisé vous prévoyez la suppression d'un poste d'adjoint et d'un PDMQDC. L'UNSA Education rappelle que ces postes, même s'ils sont „hors la classe“, participent grandement à l'équité pour les élèves.

- L'UNSA Education souhaite vous interroger, Madame l'Inspectrice d'Académie, sur la politique scolaire. C'est pourquoi nous avons posé de nombreuses questions sur l'ASH. S'il y a malheureusement un point sur lequel toutes les années ou presque se ressemblent, c'est le nombre d'écoles possédant un dispositif ULIS touché par une mesure de carte scolaire. Ces écoles avec ULIS représentent plus de 20% des mesures de fermeture, alors qu'elles ne pèsent que 6,25 % des écoles. Il ne faudrait surtout pas envoyer un message

négatif sur les écoles accueillant un tel dispositif en induisant un plus grand risque de perte des postes. Surtout quand la transformation des CLIS en ULIS prévoyait une "attention particulière" des DASEN. Alors quand les écoles avec ULIS touchées sont en plus des écoles dans des quartiers difficiles, nous tirons le signal d'alarme. Nous vous avons demandé, Madame l'Inspectrice d'Académie, un Groupe de Travail l'an dernier sur le sujet, demande à laquelle vous sembliez favorable et qui n'a pourtant pas abouti, alors qu'une réflexion de fond sur leur implantation mérite d'être menée. Nous ajoutons que les départements de l'Ariège, du Gers, des Hautes Pyrénées, du Lot, du Tarn et Garonne comptent ces élèves dans leurs effectifs et nos députés, interrogés sur le sujet, ne comprennent pas cette non traduction de la loi dans notre département.

- Nous souhaiterions également évoquer le projet départemental de réorganisation des circonscriptions. D'abord parce qu'il nous paraît très flou : nous n'avons à ce jour eu aucun document de travail. Pourquoi tant d'opacité ? D'autre part sur le fond, si l'UNSA Education a remis en cause dès le début la pertinence de la création de la circonscription de Rodez-Rignac et sur la fusion Decazeville-Villefranche, elle souhaite vous alerter sur la suppression de la circonscription de Rodez. Que va-t-il advenir du secrétariat, de l'équipe de circonscription, des secteurs de collège ? Les impacts sur le fonctionnement pédagogique nous paraissent suffisamment importants pour que cette question soit abordée de manière précise en amont du CTSD et du CDEN. Les impacts sur l'organisation du travail nous paraissent suffisamment importants pour saisir le CHSCT-SD sur la question.

L'institution nous invite sans cesse à l'école de la confiance. Nous appelons de nos vœux que la confiance soit moins sélective lorsqu'il s'agit de changements impactant directement les personnels, dont une partie seulement semble avoir été consultée ou lorsqu'il s'agit de ne pas laisser les élèves défavorisés sur le banc de touche. Nous espérons compter sur votre compréhension pour trouver un meilleur équilibre dans cette carte scolaire.